

Rénovation des logements communaux

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Marché de travaux :

Marché en procédure adaptée ouverte

Maitre d'ouvrage : **Mairie de Bachas**, 33, rue du Canigou, 31420 BACHAS, représentée par **Mr Bouziane BRINI, Maire**

Objet de la consultation :

Rénovation des logements communaux

Lieu : 33, rue du Canigou, 31420 BACHAS – Cadastre 000 WC 1

Visite des lieux obligatoire avant remise des offres :

Jeudi 5 juin 2025 à 14h

Date limite de remise des offres :

Lundi 16 juin 2025 à 12h

1.1 - Objet de la consultation

1.2 - Mode de passation

1.3 - Forme du contrat

1.4 - Décomposition de la consultation

1.5 - Nomenclature européenne

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Délai de validité des offres

2.2 - Variantes

2.3 – Prestations optionnelles

2.4 – Visite sur site

ARTICLE 3 : INTERVENANTS A L'OPERATION

3.1 - Maîtrise d'œuvre

3.2 - Contrôle technique

3.3 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

3.4 – Ordonnancement, Pilotage et coordination

3.5 – Les Bureaux d'Etudes

ARTICLE 4 : CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

4.1 - Durée et délais d'exécution

4.2 - Mode de règlement et modalités de financement

ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**ARTICLE 6 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

6.1 - Présentation des candidatures

6.2 - Présentation des offres

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

7.1 - Transmission électronique

7.2 - Transmission sous support papier

ARTICLE 8 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 - Critères d'examen des candidatures

8.2 - Critères d'attribution

ARTICLE 9 : NEGOCIATION**ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DU MARCHE**

10.1 - Documents à fournir par le titulaire pressenti

10.2 - Documents à fournir en vue de la signature manuscrite du marché

ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Annexe – Attestation sur l'honneur de visite des lieux avant remise des offres

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'attribution de marchés publics concernant les travaux de **rénovation des logements communaux**.

Le projet est situé dans un environnement urbain.

Lieu d'exécution : **33, rue du Canigou, 31420 BACHAS – Cadastre 000 WC 1**

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation est la procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation, en application des dispositions du 1° des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

1.3 - Forme du contrat

Le marché public objet de la présente consultation est un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en une seule tranche :

Les prestations sont réparties en 8 lots :

LOT N°00 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

LOT N°01 - REPRISES STRUCTURELLES / VRD / GROS OEUVRE

LOT N°02 - CHARPENTE / COUVERTURE / ZINGUERIE

LOT N°03 - MENUISERIES EXTÉRIEURES / MENUISERIES INTÉRIEURES

LOT N°04 - SERRURERIE

LOT N°05 - PLATRERIE / ISOLATION

LOT N°06 - ELECTRICITE / VMC / CHAUFFAGE

LOT N°07 - PLOMBERIE / CHAUFFAGE PAC

LOT N°08 - CHAPES / SOLS SOUPLES / FAIENCES / PEINTURES

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature européenne

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classification principale

45210000-2 Travaux de construction de bâtiments

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date limite de réception des offres finales.

2.2 - Variantes

La consultation comporte une variante obligatoire et les variantes libres à prestations équivalentes et justifiées sont autorisées.

2.3 – Prestations optionnelles

La consultation comporte des options. Il est impératif que les entreprises chiffrant séparément les options conformément au CDPGF fournis.

2.4 – Visite sur site

Une visite des lieux est obligatoire avant la remise des offres.

A cet effet, le candidat doit déclarer s'être rendu sur place et avoir visité les lieux avant d'établir son offre de prix, se rendant compte ainsi par lui-même des contraintes dues à l'emplacement du chantier, des difficultés et sujétions résultant de l'état du terrain, de l'environnement du chantier, des alignements de voies publiques, des niveaux de raccordement et emplacement des réseaux existants.

La visite obligatoire aura lieu sur site le jeudi 5 juin 2025 à 14h.

L'attestation de visite en annexe de ce document devra être complétée et signée par l'ensemble des parties et jointe au dossier de remise des offres sous peine d'exclusion.

ARTICLE 3 : INTERVENANTS A L'OPERATION

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est :

SARL LION'L - Atelier d'Architecture - 848 route de Saint-Martory,

31420 AURIGNAC

contact@lion-l.fr - 05 61 90 81 88

La SARL LION'L est représentée par M. Antoine POUPART, architecte DPLG.

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission de base comprenant les éléments ESQ, APS, APD-DPC, PCG, DCE+AMT, VISA, DET, AOR, DOE.

3.2 - Contrôle technique

La mission de contrôle technique est assurée par :

Socotec

Grégory Loubet

5, rue Morane-Saulnier, 65 000 Tarbes

Tél. +33 6 26 34 52 77

Email : gregory.loubet@socotec.com

3.3 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS) est assurée par :

Socotec

Carine PIRES

5, rue Morane-Saulnier, 65 000 Tarbes

Tél : 06 24 48 38 67

Email : carine.pires@socotec.com

3.4 – Ordonnancement, Pilotage et coordination

Sans objet

3.5 – Les Bureaux d'Etudes

BE Structure : **NOVATEC Ingénierie**

BE Etudes Thermiques : **SILMA CONSEIL**

ARTICLE 4 : CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

4.1 - Durée et délais d'exécution

La durée d'exécution du contrat est fixée au CCAP et ne peut en aucun cas être modifiée. Le calendrier prévisionnel d'exécution visé au CCAP est fourni dans le DCE

4.2 - Mode de règlement et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) commun à tous les lots
- Le diagnostic amiante et plomb
- L'accord du permis de construire (si celui-ci est accordé durant la période de l'appel d'offre)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) communs à tous les lots
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : prescriptions communes et tout corps d'état par lots
- Les cadres de décomposition du prix global forfaitaire (CDPGF) de chacun des lots
- Les pièces graphiques Architectes et BE
- Maquette IFC Archi et IFC Structure
- Audit Energétique
- Notice énergétique
- Le diagnostic structure
- L'études de sol
- RICT
- DICT
- Attestation de visite obligatoire

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Les pièces suivantes seront remises en pièces complémentaires lors de l'appel d'offres :

- PGC et rapport initial CSPS

ARTICLE 6 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les documents produits à l'appui des candidatures et des offres sont entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français. Les offres sont exprimées en EURO.

6.1 - Présentation des candidatures

Chaque candidat produit un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise

Numéro / Nature du document / Signature exigée

1.1 Une lettre de candidature comportant les renseignements suivants :

- Identification du candidat. Signature exigée : Non
- Présentation du candidat indiquant s'il se présente seul ou en groupement. Signature exigée : Non

1.2 Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail. L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public. Signature exigée : Non

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise

Numéro / Nature du document / Signature exigée

2.1 Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activité du candidat, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Signature exigée : Non

2.2 Attestation d'assurance des risques professionnels couvrant les activités faisant l'objet du marché & assurance décennale. Signature exigée : Non

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessus, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

Numéro / Nature du document / Signature exigée

3.1 Liste des cinq (5) principaux travaux exécutés au cours des trois dernières années, indiquant le nom du maître d'ouvrage, l'objet et le montant de l'opération, la nature des travaux ainsi que la date de commencement et la durée. Ces prestations sont prouvées par des attestations des maîtres d'ouvrage ou, à défaut, par une déclaration du candidat. Signature exigée : Non

3.2 Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années. Signature exigée : Non

3.3 Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise, notamment des responsables de travaux de même nature que ceux du contrat. Signature exigée : Non

3.4 Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du contrat. Signature exigée : Signature exigée : Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.2 - Présentation des offres

Chaque soumissionnaire produit un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

Numéro / Nature du document / Signature exigée

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes, à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat. Signature exigée : Oui

2. Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) propre à chaque lot en format .pdf et .xls. Signature exigée : Oui

3. Mémoire technique du soumissionnaire présentant les dispositions qu'il prend pour l'exécution du contrat au titre de l'offre de base. Signature exigée : Non

4. Attestation de visite. Signature exigée : Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

7.1 - Transmission électronique

Les plis électroniques doivent être transmis avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des plis est effectuée sur le profil de l'acheteur, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-securises.fr>

En revanche, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 : 00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- Portable Document Format (*.pdf) ; les pdf devront permettre l'outil « recherche » ;
- Applications bureautiques (*.doc, *.xls, *.ppt) ; ces extensions devront systématiquement être doublées d'une version pdf ;
- Images (*.jpg, *.gif, *.png).

La signature exigée par le présent règlement de la consultation est la signature manuscrite scannée.

Par conséquent la signature électronique n'est pas exigée mais n'est pas interdite.

Les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés après l'ouverture des plis.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

ARTICLE 8 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 - Critères d'examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 4 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Critères d'attribution

Le jugement des offres sera réalisé dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-6, R. 2152-1et R. 2152-7 du code de la commande publique.

Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en raison de leur caractère anormalement bas, sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères / Pondération

1/Prix des prestations 50%

2/Valeur technique 50%

2.1/Pertinence des moyens humains et matériels prévus pour le chantier 20/50

2.2/Qualité de la méthodologie d'intervention et planning d'intervention 20/50

2.3/Qualité et performance des produits et matériaux mis en œuvre 5/50

2.4/ Qualité et pertinence de la démarche environnementale 5/50

ARTICLE 9 : NEGOCIATION

Après examen des offres, l'acheteur peut engager une négociation avec les candidats sélectionnés.

Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Seuls les soumissionnaires dont les offres auront été classées aux trois (3) premières places en application des critères d'attribution fixés à l'article 8.2, seront susceptibles d'être admis à la négociation.

En cas de négociation, celle-ci donnera lieu à des échanges écrits (par voie électronique). Une audition des soumissionnaires pourra également être organisée.

ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DU MARCHE

Le contrat est attribué au soumissionnaire ayant présenté la meilleure offre au regard des critères d'attribution fixés à l'article 8.2.

10.1 - Documents à fournir par le titulaire pressenti

Sauf s'il a volontairement produit les pièces concernées à l'appui de son dossier de candidature, le titulaire pressenti devra produire, par voie électronique, les documents suivants :

- une attestation de régularité fiscale (attestation de régularité des déclarations et paiements des impôts et taxes) datant de moins de trois mois ;
- une attestation de vigilance URSSAF (attestation de régularité des déclarations et paiements des cotisations sociales) datant de moins de 6 mois ;
- un extrait K bis datant de moins de 3 mois ;
- une attestation d'assurance de responsabilité décennale en cours de validité.

Le délai imparti par l'acheteur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 4 jours.

Si l'attributaire se trouve dans un cas d'exclusion de la procédure de passation du marché ou ne peut produire les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur dans le délai imparti, sa candidature est rejetée et le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après est sollicité pour produire les documents nécessaires.

10.2 - Documents à fournir en vue de la signature manuscrite du marché

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

A cet effet, l'attributaire devra fournir l'acte d'engagement le CCAP et le CCTP de son lot sous support papier, l'un et l'autre revêtus de sa signature manuscrite.

ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats doivent transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil de l'acheteur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.